Introduction

Juliette Cadiot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/10399>

DOI : 10.4000/monderusse.10399

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 225-231

ISBN : 978-2-7132-2746-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Juliette Cadiot, « Introduction », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 59/2-3 | 2018, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10399> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.10399>

INTRODUCTION

HORS PLAN

L'économie « informelle » en URSS

L'étude de l'économie politique de l'URSS connaît un certain renouveau critique. Les spécialistes d'histoire économique continuent de produire des études précises sur son fonctionnement, en s'arrêtant aussi sur les phénomènes situés traditionnellement à sa marge, comme la fraude aux bilans comptables (*pripiska*)¹, les tendances monétaires inflationnistes et l'incapacité de l'économie planifiée à contrôler la monnaie², ou en relisant et soulignant la profondeur historique des dernières tentatives de réforme et d'innovation de l'organisation et la gestion de l'économie soviétique³. Les questions classiques et normatives, posées en termes de concurrence de modèles par les contemporains — planification versus marché, propriété d'État versus propriété privée, prix régulés versus prix libres —, semblent dépassées. Comme nous y invite Oleg V. Khlevniuk dans l'article publié dans ce numéro, partons de l'évidence que le modèle idéal de l'économie planifiée n'a jamais opéré comme prévu. Selon O.V. Khlevniuk, l'économie soviétique ne prenait pas en compte, ou du moins pas suffisamment, les éléments régulateurs du marché, elle était dépendante, inefficace et largement fondée sur le travail forcé. Pourtant, de manière paradoxale, elle fonctionnait justement grâce à des circuits parallèles et des ajustements selon des formes

1. Mark Harrison, « Forging Success : Soviet Managers and Accounting Fraud, 1943 to 1962 », *The Journal of Comparative Economics*, 39 (1), 2011, p. 43-64.

2. Yasushi Nakamura, *Monetary Policy in the Soviet Union : Empirical Analyses of Monetary Aspects of Soviet Economic Development*, New York, NY : Palgrave Macmillan, 2017.

3. Yakov Feygin, « Reforming the Cold War State : Economic Thought, Internationalization, and the Politics of Soviet Reform, 1955-1985 », diss. université de Pennsylvanie, 2017, <https://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=4063&context=edissertations> ; Adam E. Leeds, « Spectral Liberalism. On the Subjects of Political Economy in Moscow », University of Pennsylvania, ProQuest Dissertations Publishing 2016.

« quasi de marché » pour reprendre la formule de R.W. Davies⁴. Les décisions économiques étaient centralisées entre les mains de Stalin et du Politburo, puis du conseil des Ministres, elles visaient l'accumulation de surplus. Le plan et son administration, le Gosplan, avaient une influence moins importante que les économistes ont pu le penser précédemment. Ses neuf cents fonctionnaires construisaient des cibles hautement agrégées, mais ne s'occupaient pas de l'organisation de l'approvisionnement, objet d'une lutte d'influence pour les ressources entre les ministères. La concurrence entre les lobbyistes de ces derniers déterminait les mesures plus précises d'allocation. Les multiples règles étaient en permanence révisées, ajustées ou détournées, et les agents économiques agissaient de manière intuitive, employant souvent des méthodes illicites, plutôt que strictement réglementées⁵. La monnaie resta une marchandise prisée, poussant à une hausse continue des prix qui contrecarrait les tentatives de stabilisation et de baisse des prix de la direction stalinienne⁶. Dans son article portant sur le procès instruit contre H.A. Hain, le dirigeant d'un entrepôt textile, Juliette Cadiot montre comment les échanges de pots-de-vin nécessaires à l'approvisionnement (à tous les niveaux des transactions marchandes) entraînaient une hausse des prix, tant entre les institutions économiques que sur le marché noir. Les tendances inflationnistes de l'économie soviétique étaient attribuées à des « malversations », pourtant ces dernières étaient au cœur du fonctionnement de l'économie dite planifiée et de l'ethos du cadre soviétique en quête de numéraire. Dans un ouvrage récent, James Heinzen a montré la centralité des échanges de pots-de-vin à tous les niveaux de l'establishment stalinien dans la période de la guerre et de l'après-guerre⁷.

À un niveau intermédiaire, la profession de *tolkač*, représentant ou agent d'approvisionnement, symbolise bien ces dynamiques contradictoires, comme l'étudie O.V. Khlevniuk sur les trente ans de la période stalinienne. Les *tolkači* se mettaient au service des entreprises, des coopératives, des collectivités et des institutions, pour les aider à se procurer marchandises et matières premières. Cette « profession » fut, tour à tour, légale, tolérée, mais critiquée, ou sévèrement punie au cours de violentes campagnes. L'activité déployée par ses représentants participait à la réalisation du plan. Certes, elle engendrait aussi une augmentation générale du coût des transactions, notamment par la distribution de pots-de-vin, mais elle était indispensable à la bonne marche de l'économie.

4. R.W. Davies, *Soviet Economic Development from Lenin to Khrushchev*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998.

5. Paul Gregory, Mark Harrison, « Allocation under Dictatorship : Research in Stalin's Archives », *Journal of Economic Literature*, 43 (3), 2005, p. 721-761.

6. Kristy Ironside, « Stalin's Doctrine of Price Reductions during the Second World War and Postwar Reconstruction », *Slavic Review*, 75 (3), Fall 2016, p. 65-677 ; Kristy Ironside, *The Value of a Ruble : A Social History of Money in Post-War Soviet Russia, 1945-1964*, Chicago : University of Chicago, 2014 ; Nakamura, *Monetary Policy in the Soviet Union*.

7. James Heinzen, *The Art of the Bribe : Corruption under Stalin, 1943-1953*, New Haven – London : Yale University Press (The Yale-Hoover Series on Authoritarian Regimes), 2016.

Cette nouvelle vague de travaux et de recherches trouve sa source, sans doute, dans le retour cyclique des modes historiographiques, mais aussi dans un contexte plus global d'attention renouvelée pour la compréhension critique de l'économie du xx^e siècle et de son héritage, en termes tant d'écologie⁸ que d'inégalités⁹. Elle tend à relativiser les singularités de l'économie soviétique, en insistant sur le fait que celle-ci n'aurait jamais été, quoiqu'en disent les discours officiels, ni autarcique, ni sans marché, ni sans théorisation classique de la valeur, ni sans marchandisation du travail... L'économie soviétique partageait de nombreux traits de l'économie mondiale, elle subissait ses à-coups (ainsi la terrible dépression économique de la fin des années 1920 et des années 1930), et les directions bolchevique et stalinienne tenaient à favoriser et renforcer l'intégration de leur économie dans le marché mondial¹⁰. Les sources révèlent que les règles du marché, par exemple le relevé des prix sur le marché libre kolkhozien, étaient utilisées pour réguler et fixer les prix à la consommation dans les magasins d'État. Il existait un marché du travail de mise en concurrence des salariés¹¹, sans parler des phénomènes, étudiés depuis les années 1950, de primes et autres incitations au travail, introduisant une concurrence entre les travailleurs¹². La propriété était placée au centre de l'édifice du droit civil soviétique¹³. La propriété socialiste était la plus protégée, mais la propriété « personnelle » devint un élément important et défendu comme un droit en URSS¹⁴. Stalin partageait l'idée selon laquelle

8. Andy Bruno, *The Nature of Soviet Power : An Arctic Environmental History*, 2016 ; Klaus Gestwa, *Die stalinischen Grossbauten des Kommunismus : Sowjetische technik- und Umweltgeschichte, 1948-1967*, München : R. Oldenbourg (Ordnungssysteme, Bd. 30), 2010 ; Paul R. Josephson, *An Environmental History of Russia*, New York : Cambridge University Press, 2013.

9. Filip Novokmet, Thomas Piketty, Gabriel Zucman, « From Soviets to Oligarchs : Inequality and Property in Russia 1905 -2016 », world working paper series 2017/10.

10. Andrew Sloin, Oscar Sanchez Sibony, « Economy and Power in the Soviet Union, 1917-1939 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 15 (1), 2014, p. 7-22 ; Oscar Sanchez Sibony, « Depression Stalinism : The Great Break Reconsidered », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 15 (1), 2014, p. 23-49 ; Oscar Sanchez-Sibony, *Red Globalization : The Political Economy of the Soviet Cold War from Stalin to Khrushchev*, New York : Cambridge University Press (New Studies in European History), 2014.

11. Wendy Z. Goldman, *Women at the Gates : Gender and Industry in Stalin's Russia*, Cambridge, UK – New York, NY : Cambridge University Press, 2002 ; Wendy Z. Goldman, Donald A. Filtzer, eds., *Hunger and War : Food Provisioning in the Soviet Union during World War II*, Bloomington, IN : Indiana University Press, 2015.

12. Joseph S. Berliner, « The Informal Organization of the Soviet Firm », *The Quarterly Journal of Economics*, 66 (3), August 1952, p. 342-365 ; Joseph S. Berliner, *Factory and Manager in the USSR*, Harvard University Press, 1957.

13. Aurore Chaigneau, *Le droit de propriété en mutation : essai à la lumière du droit russe*, P. : Dalloz (À Droit Ouvert), 2008.

14. Nathalie Moine, « 'Fascists Have Destroyed the Fruit of My Honest Work'. The Great Patriotic War, International Law and the Property of Soviet Citizens », *Jahrbücher Für Geschichte Osteuropas*, 61 (H2), 2013, p. 172-195 ; Marcie Cowley, « The Right of Inheritance and The Stalin Revolution », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History* 15 (1), 2014, p. 103-123 ; Mark B. Smith, *Property of Communists : The Urban Housing Program from Stalin to Khrushchev*, DeKalb : Northern Illinois University Press, 2010.

les lois de l'économie classique étaient aussi justes que celles de la nature¹⁵. On pourrait multiplier les exemples de ce type pour montrer l'appartenance des deux modes de développement, « capitaliste » ou « socialiste », à une matrice conceptuelle et un vocabulaire commun visant croissance, accumulation du capital et mise en valeur du territoire.

Certains travaux décrivent les chemins pris par l'innovation et l'invention, selon des parcours assez communs au contexte « capitaliste »¹⁶. Ils débouchent sur une analyse institutionnelle des évolutions des régulations légales et administratives soviétiques, notamment dans l'article d'Irina Tcherneva sur la rupture du monopole dans la fabrication du cinéma. Les initiatives des studios amateurs (qui débouchent sur l'essor du cinéma publicitaire en URSS) obligent les studios d'État à redéfinir leurs priorités et leurs manières d'agir face aux innovations, tant filmiques qu'économiques ou en matière de gestion des premiers. Irina Tcherneva montre le caractère volatile, conjoncturel des régulations et de la répression vis-à-vis d'une production filmique opérée par des studios « amateurs ». Au début des années 1960, dans les Républiques baltes d'abord, des clubs amateurs se mirent à produire des films documentaires de commandes pour les ministères. Ils répondaient à une demande de films institutionnels publicitaires que les studios officiels ne produisaient pas. Comme leur activité était rémunératrice et de bonne facture, plusieurs audits furent ordonnés par l'administration du cinéma, le Comité de contrôle d'État et du parti et les représentants des autorités républicaines, pour s'informer et contrôler ces activités. Les audits furent l'occasion pour ces différentes administrations de découvrir le nouveau « marché » du film publicitaire. La réaction fut pragmatique : si certains studios amateurs furent fermés ou intégrés dans l'industrie officielle du cinéma et au plan, des studios officiels collaborèrent avec les studios amateurs en prêtant du matériel et en partageant leur savoir-faire. L'État joua un rôle presque classique de régulation de la concurrence et de mise en lisibilité du marché.

Un autre courant interprétatif a émergé en parallèle à cette historiographie, prenant le contre-pied de cette tendance à insister sur les proximités fonctionnelles entre « capitalisme » et « socialisme ». Des travaux importants en anthropologie, concernant la fin de la période soviétique notamment, tendent à caractériser l'économie politique socialiste par l'influence de son idéologie et sa volonté de construire un modèle distinct de développement, fondé sur une autre morale, une autre définition de la valeur (valeur d'usage plutôt que d'échange et de surplus), une visée productiviste centrée sur la production de biens socialement

15. V.V. Žuravlev, L.N. Lazareva, eds., *Stalinskoe èkonomičeskoe nasledstvo : plany i diskussii 1947-1953 gg. Dokumenty i materialy* [L'héritage économique stalinien : plans et discussions, 1947-1953. Documents et matériaux, M. : ROSSPĖN (Seriia « Dokumenty sovetsoj istorii »), 2017.

16. John Barber, Mark Harrison, eds., *The Soviet Defence-Industry Complex from Stalin to Khrushchev*, Basingstoke – New York : Palgrave Macmillan (Studies in Russian and East European History and Society), 2000.

utiles¹⁷. Le socialisme soviétique aurait abouti à l'émergence de catégories morales et d'idéaux politiques particuliers, dont témoigneraient par exemple des relations singulières aux choses, au collectif ou au travail¹⁸. Dans ce numéro, Xenia Cherkaev inscrit les vols effectués sur leur lieu de travail par les employés dans le cadre d'une moralité, de principes, de vertus « socialistes ». Après avoir été sévèrement châtié par la loi de 1947 punissant le vol de la propriété socialiste de plusieurs années de camp, le chapardage dans les entreprises, étudié par Xenia Cherkaev, semble finalement accepté, voire encouragé quand il se limite à certains biens et répond à la demande de consommation de loisirs de l'intelligentsia technique. Les matériaux volés, transformés en objets, canoës-kayaks ou accessoires d'alpinisme, sont introduits dans des circuits d'échanges parallèles ; ils sont tolérés, car non monétaires (ils n'entraînent pas de profit). Les Soviétiques des années 1960-1980 qui volent leur entreprise ne manifestent pas de culpabilité, ils inscrivent plutôt leur action dans un idéal d'entre-aide et des pratiques de bricolage, promus par le régime. L'auteure propose donc dans son travail de traiter la question de l'économie parallèle moins sur le terrain de l'illégalité que sur celui des raisonnements éthiques des acteurs sociaux que ces pratiques, si étendues, dévoilent. Le passage par l'histoire matérielle, la description de la trajectoire des objets et des circuits d'échanges, permettent de mieux appréhender cette réalité sociale, et les usages créatifs liant la population soviétique aux biens et marchandises¹⁹.

Le dossier que nous présentons ici s'inscrit dans ces différents courants, qui, avec des démarches et des conclusions pourtant distinctes, voire opposées, conduisent néanmoins à considérer les comportements des prétendus « criminels » ou « délinquants » économiques, non pas comme marginaux, mais bien comme révélateurs, voire comme éléments clefs du fonctionnement de l'économie soviétique et de ses dynamiques tant économiques et sociales, que morales. Juliette Cadiot donne à entendre la voix de dirigeants soviétiques attentifs à remplir les impératifs du plan et condamnés à mort pour leurs détournements et leur mauvaise administration (qualifiés en sabotage). Le déficit d'un commerce textile de gros débouche non sur la faillite (qui n'existait pas dans le droit soviétique), mais sur la mise à mort de ses dirigeants. Le procès d'un crime économique, à teneur antisémite, tenu à Kyiv en 1952 met en scène des protagonistes qui expliquent comment ils manœuvraient au sein de l'économie planifiée. Lors de ses face-à-face avec le juge d'instruction,

17. Serguei A. Oushakine, « 'Against the Cult of Things': On Soviet Productivism, Storage Economy, and Commodities with No Destination », *The Russian Review*, 73, April 2014, p. 198-236.

18. Alexei Yurchak, *Everything Was Forever, until It Was No More : The Last Soviet Generation*, Princeton : Princeton University Press, 2013 ; Alexandra Oberländer, « Cushy Work, Backbreaking Leisure Late Soviet Work Ethics Reconsidered », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History* 18 (3), summer 2017, p. 569-590.

19. Anne O'Donnell, « A Noah's Ark. Material Life and the Foundation of Soviet Governance », Ph.D. diss., University of Princeton, 2014 ; Brandon Schechter, « Khoziaistvo and Khoziaeva. The Properties and Proprietors of the Red Army, 1941-45 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History* 18 (3), Summer 2017, 486-510.

comme au cours de son procès, le principal accusé, H.A. Hain, prend les traits du parfait commerçant soviétique qui construit son succès sur des transactions interdites et des protections politiques et judiciaires qui, finalement, échoueront à le protéger.

Les études réunies ici, nourries de sources de première main, permettent de décrire l'économie soviétique « au ras du sol ». Elles mettent en scène des agents économiques encore peu étudiés, notamment parce que leurs actions se situent en marge de l'économie planifiée et de la légalité, mais qui, pour cette même raison, sont très présents dans les archives judiciaires. Ces personnes travaillaient soit au niveau intermédiaire des processus de production (ils étaient chefs d'entrepôt, ingénieurs, techniciens, représentants d'entreprises), soit à côté de ce cadre productif, notamment quand ils se présentaient comme « amateurs » dans le domaine sportif ou de la réalisation de film. Considérés parfois comme des « criminels », eux-mêmes se définissent au contraire comme de bons Soviétiques, répondant aux impératifs productivistes du régime, tout en faisant preuve d'une capacité élevée d'initiative, comme de bons entrepreneurs²⁰, déployant des stratégies aux frontières du licite et de l'illicite.

Ici, l'agent économique soviétique, comme dans les autres contextes d'histoire économique, est pourvu d'une capacité d'initiative et de représentation sociale. Plus encore, comme ailleurs, il joue un rôle dynamique dans la définition et la redéfinition du système économique. Cette insistance, ce focus sur le jeu des acteurs intermédiaires, aboutit à relire l'histoire de l'économie soviétique. Elle permet d'en finir avec le plan, qui joua un rôle finalement secondaire, et se détache aussi des notions d'économie parallèle, d'économie de l'ombre, ou d'économie seconde²¹, termes qui rendent bien compte de l'existence d'un champ de transactions hors de la stricte planification et du jeu bureaucratique, mais qui échouent à en décrire le caractère intégré, dynamique et changeant dans le temps. Faisant preuve de créativité et d'initiative, les entrepreneurs soviétiques que nous décrivons se positionnent dans un système d'échanges, certes en s'émancipant des règles, mais aussi en répondant à un certain nombre de prescriptions morales qu'ils inscrivent dans le socialisme. Ils font à la fois figure d'agents économiques classiques, qui sont définis comme rationnels et comme mus par des intérêts personnels, et de porteurs de l'idéologie soviétique.

Le passage par une étude de cas, ou par l'épreuve de la micro-histoire²², permet de faire émerger une pluralité de formes de rationalité économique et de circuits

20. Gábor Tamás Rittersporn, *Anguish, Anger, and Folkways in Soviet Russia*, Pittsburgh, PA : University of Pittsburgh Press (Pitt Series in Russian and East European Studies), 2014.

21. Gregory Grossman, « The 'Second Economy' of the USSR », *Problems of Communism*, 26 (5), 1977, p. 25-40; Alena V. Ledeneva, *How Russia Really Works: The Informal Practices That Shaped Post-Soviet Politics and Business*, Ithaca : Cornell University Press (Culture and Society after Socialism), 2006 ; Gilles Favarel-Garrigues, *La police des mœurs économiques : de l'URSS à la Russie, 1965-1995*, P. : CNRS Éditions, 2007.

22. Giovanni Levi, *Le pouvoir au village : histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, P. : Gallimard (Bibliothèque des histoires), 1989.

d'échanges, qui ont tout autant structuré l'histoire économique de cet espace que les régulations légales et réglementaires. Ces pratiques économiques, qui n'entrent pas dans le domaine strict de la planification d'État, eurent aussi des conséquences importantes sur l'économie selon, par exemple, qu'elles avaient des effets inflationnistes (Khlevniuk, Cadiot) ou qu'elles étaient porteuses d'innovation (Cherkaev, Tcherneva).

*Centre des mondes russe, caucasien et centre-européen
EHESS, Paris*

cadiot@ehess.fr